

Egypte

Un secteur énergétique en crise

Malgré un potentiel énergétique important, l’Egypte est devenue dépendante des importations d’hydrocarbures en raison de la hausse structurelle de la consommation intérieure et de la stagnation des investissements. Les conséquences économiques négatives sont importantes : dégradation du solde commercial, hausse du déficit budgétaire et perturbation de l’activité économique. Le soutien récent de pays riches en hydrocarbures permet de limiter les tensions à court terme. Au-delà, des réformes sont nécessaires pour rendre attractifs les investissements dans le secteur énergétique égyptien.

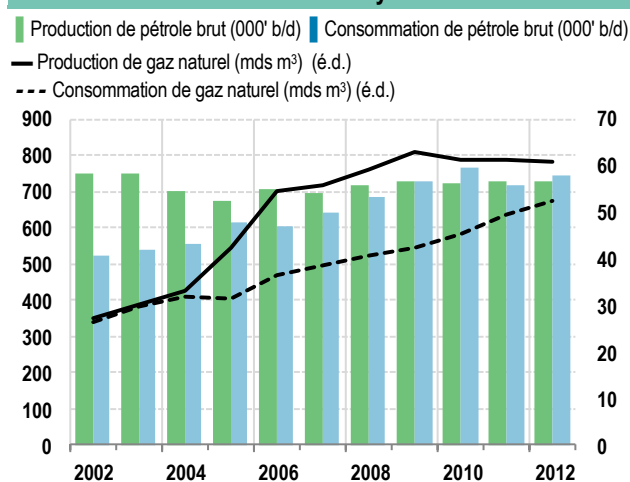
■ Des déséquilibres croissants

Le secteur des hydrocarbures revêt une importance particulière en Egypte. Le pays est un producteur de gaz (2^{ème} en Afrique) et de pétrole (5^{ème} en Afrique). La production de pétrole est globalement stable depuis une dizaine d’années (0,73 mb/lj en 2012). Environ 15% de la production pétrolière est exportée. Le secteur gazier a connu un développement accéléré et vu sa production doubler depuis 2004 (61 mds m³ en 2012). Les exportations de gaz (18% de la production) se faisaient jusqu’en 2011 via un gazoduc (vers Israël et la Jordanie) pour un tiers, et sous forme de GNL pour le restant. Le secteur des hydrocarbures est une source de devises non négligeable (supérieure aux revenus du tourisme) et une destination clé des IDE (40% du total en moyenne). Jusqu’à fin 2010, le solde net des exportations énergétiques était largement excédentaire (USD4 mds en moyenne entre 2004 et 2010).

Cette situation s’est rapidement détériorée depuis 2011 en raison d’une hausse continue de la consommation de produits pétroliers et d’une stagnation de la production. La consommation d’énergie primaire augmente en moyenne de 5% annuellement depuis 2000 (9% pour le gaz), principalement sous forme de gaz (46%) et de pétrole (41%). De nombreux facteurs sont à l’origine de cette augmentation rapide : le développement du secteur industriel, l’extraction d’hydrocarbures, la hausse du parc de véhicules et la croissance démographique (1,6% en moyenne par an). Par ailleurs, cette hausse de la consommation est soutenue par une généreuse politique de subventions.

Du côté de la production, au-delà de l’arrivée à maturité et du déclin de certains champs pétroliers et gaziers, le manque d’investissement dans le secteur n’a pas permis à la production de continuer à croître. Dans le secteur gazier, le déséquilibre entre production et besoins ne cesse de s’aggraver. On estime qu’actuellement la production gazière ne couvre que 80% des besoins liés à la consommation et l’exportation. Dans un contexte de creusement du déficit de la balance des paiements et de tensions socio-politiques croissantes, les autorités ont privilégié la consommation intérieure au détriment des exportations. L’alimentation du gazoduc a été très réduite, tandis que les installations de GNL tournent à très faible capacité, certaines étant arrêtées. Les

1- Production et consommation d’hydrocarbures



Source : BP Statistical Review

Egyptiens ne sont plus en mesure d’honorer leurs engagements de fourniture de GNL vis-à-vis des entreprises internationales exportatrices. La dette de la compagnie nationale égyptienne de pétrole (EGPC) vis-à-vis des entreprises pétrolières et gazières internationales atteint des montants très importants, incluant des arriérés en forte hausse depuis 2011. Une estimation¹ basse évalue cette dette à USD6,3mds, dont pratiquement un tiers serait constitué d’arriérés de paiement. Dans un contexte de prix soutenus du pétrole et de recours croissant à des approvisionnements facturés aux prix de marché, la hausse de la facture énergétique a tendance à être reportée sur EGPC, qui est contrainte dans la fixation de ses prix de vente sur le marché domestique. Face à cette impasse financière, la dette d’EGPC vis-à-vis des compagnies énergétiques internationales augmente régulièrement. Ces difficultés d’EGPC, et au-delà, du gouvernement égyptien, constituent une contrainte forte à la reprise de l’investissement.

Au total, l’Egypte est devenue depuis 2010 importatrice nette de pétrole et pourrait le devenir pour le gaz dans les prochains mois.

¹ Middle East Economic Survey ; 06 Sept 2013. Le montant total est certainement supérieur à USD10 mds (4% du PIB).

■ Conséquences économiques

La hausse des volumes importés et la chute des exportations de gaz pèsent sur le solde commercial des hydrocarbures, qui est devenu négatif au cours de l'année budgétaire 2012/13. Depuis 2010/11, la facture pétrolière augmente de plus de 2 mds d'USD chaque année. Cette tendance devrait perdurer dans les prochaines années étant donné le délai nécessaire à la mise en œuvre de nouveaux investissements et la hausse constante de la consommation.

L'impact de la situation énergétique sur les comptes de l'Etat est important. Les subventions publiques aux produits de base (à hauteur de 80% pour l'énergie) comptent pour environ 30% des dépenses totales et sont une des principales causes des déficits budgétaires élevés. Par ailleurs, la situation financière très dégradée d'EGPC ne pourra être corrigée sans un soutien important du gouvernement.

La dépendance énergétique croissante et les perturbations économiques entraînées par les bouleversements politiques de 2011 affectent sensiblement l'activité économique. Des rationnements en essence sont apparus, notamment pour les particuliers et les agriculteurs. En outre, le gouvernement égyptien essaie de privilégier le transfert d'une partie de la consommation pétrolière vers l'utilisation du gaz pour produire de l'électricité. Dans un premier temps, l'augmentation de la consommation de gaz se fait au détriment des partenaires internationaux, mais aussi des industries locales utilisatrices de gaz ou de ses dérivés comme matière première telles que les industries chimiques (fabrication d'engrais).

■ Perspectives

Cette situation n'est clairement pas tenable à moyen terme, sauf au prix d'un creusement accéléré des déséquilibres externes et budgétaires. A court terme, la situation reste soutenable grâce au soutien des pays du Golfe. En juillet dernier, l'Arabie Saoudite, le Koweït et les EAU se sont engagés à soutenir l'Egypte à hauteur de 12 mds d'USD. Environ un quart de ce montant prend la forme de fourniture

de pétrole. Par ailleurs, le Qatar fournit du GNL, dont une partie compense le manque à gagner subi par les compagnies internationales en raison du quasi arrêt des exportations de GNL. Globalement, on peut estimer que ce soutien permet de limiter les tensions sur l'approvisionnement énergétique pendant 6-12 mois.

Au-delà d'un an, la situation reste très incertaine. Le développement de la filière gazière (principalement pour la génération d'électricité) est prioritaire. Cependant, la capacité des autorités égyptiennes à développer la production de gaz dépend des relations avec les compagnies étrangères. La volonté des nouvelles autorités de progressivement régler la dette d'EGPC vis-à-vis de celles-ci pourrait faciliter la reprise de l'investissement dans le secteur énergétique.

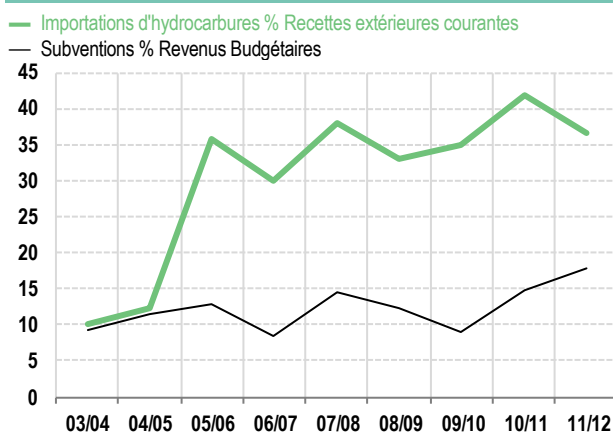
Du côté de la demande, le remède est connu mais difficilement réalisable dans le contexte actuel. Une libéralisation du marché passant par une baisse des subventions (et leur ciblage vers les plus pauvres) et donc une fixation des prix à un niveau plus proche de ceux du marché est au programme des gouvernements successifs depuis de nombreuses années. Une telle réforme n'est envisageable que très graduellement étant donné le climat politique actuel. Par ailleurs, cela pénaliserait gravement la compétitivité du secteur industriel, et il n'est pas sûr que la consommation énergétique en soit réellement modifiée. La croissance de la population, le taux d'urbanisation élevé et les besoins liés au développement économique sont des facteurs puissants d'augmentation de la consommation d'énergie primaire.

Au total, les perspectives sont plutôt négatives. Il est vraisemblable que l'Egypte devra recourir de plus en plus aux importations (aux prix du marché) pour satisfaire ses besoins domestiques et honorer au moins en partie ses engagements d'exportation de gaz. Cela au prix d'une aggravation des pressions sur le solde commercial et les comptes publics.

Pascal Devaux

pascal.devaux@bnpparibas.com

2- Facture énergétique et équilibres macroéconomiques



Source : Mdf, BNPParibas

Prévisions*

	2011	2012	2013f	2014f
PIB réel, variation annuelle, %	1,8	2,2	2,0	3,0
Inflation, IPC, var. annuelle, %	11,1	8,6	8,2	11,0
Solde budgétaire, % du PIB	-9,8	-10,7	-13,8	-11,0
Dette des adm. publiques, % du PIB	77,0	80,0	84,0	84,0
Balance courante, % du PIB	-2,6	-3,1	-2,5	-2,5
Dette externe, % du PIB	21,0	16,0	21,0	23,0
Réserves de change, mds USD	24	12	12	16
Réserves de change, en mois d'imports	4,2	2,0	1,8	2,5
Taux de change EGP/USD (fin d'année)	6,0	6,4	7,03	7,00

* année fiscale T-1/T (Juin-Juillet)

f : prévisions BNP Paribas